

**LETTRE OUVERTE A MONSIEUR LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE DE  
L'ALIMENTATION ET DE LA FORÊT**

**POUR UNE VERITABLE POLITIQUE ALIMENTAIRE**

Comment Monsieur le Ministre ne pas saluer votre écoute et votre mobilisation ainsi que celle du gouvernement pour répondre à la détresse des éleveurs ?

Cette mobilisation s'est traduite depuis plus d'une semaine par des rencontres, des négociations avec l'ensemble des responsables des filières de l'élevage et par des décisions concrètes pour faire face aux grandes difficultés économiques et sociales des éleveurs.

Les Préfets de Région et de Départements ont reçu le 23 Juillet les instructions pour la mise en œuvre du plan de soutien à l'élevage français. Nous espérons que les organisations professionnelles et syndicales vous sauront gré de cet engagement.

La Commission des Affaires Economiques de l'Assemblée Nationale a organisé une table ronde Mercredi 22 Juillet sur la crise des filières d'élevage. Les différentes interventions ont permis de constater combien toutes les conditions sont malheureusement réunies pour que les prix à la production baissent. L'heure, en effet, n'est plus à trouver des boucs émissaires mais bien à engager une refonte des politiques agricoles et à repenser des nouveaux outils de régulation et d'intervention, seuls à même de permettre un relèvement des prix à la production.

Ce 24 juillet, vous annoncez qu'un conseil des ministres européens se tiendra dès le mois de Septembre pour redonner une base solide à la production laitière et relever le prix d'intervention.

Cependant vous l'avez exprimé lors de la table ronde : *« Il ne sera pas possible de s'engager dans des prix d'intervention si la production n'est pas régulée. »*

**Nous avons des leviers pour redonner de la valeur aux productions des éleveurs.**

Le premier et le plus structurant pour l'avenir des éleveurs, Monsieur le Ministre, est de soutenir à tous les échelons un changement profond de notre système agroalimentaire en réorientant les aides publiques.

Les aides d'urgence, certes nécessaires, ne constituent pas une politique publique digne de ce nom. Tout éleveur qui a de la mémoire se souvient des choix politiques et économiques des dernières décennies : à chaque crise son lot de restructuration avec toujours moins d'éleveurs et toujours plus d'agrandissements.

Le deuxième porte sur l'ancrage territorial des productions qui permettra de retrouver de la valeur et reconsidérer le prix des produits agricoles. Je citerai quelques propositions concrètes à notre portée :

Favoriser les circuits courts et de proximité

Approvisionner la restauration collective : 70 % de la viande consommée en restauration collective est issue de l'importation

Accompagner la conversion vers l'agriculture Bio : 30% du Lait Bio est aujourd'hui importé

Monsieur Le Ministre, osez une véritable politique alimentaire !

C'est ce qu'attendent aujourd'hui une grande majorité de citoyens, d'élus locaux et d'agriculteurs attachés à ce qui fait l'identité de notre Pays.

Brigitte Allouin -

